

PAYS-BAS

L'économie a subi une forte contraction à la fin de 2008 et au début de 2009 en raison de l'effondrement des exportations et de l'investissement privé. Ce n'est cependant que récemment que le chômage, parti d'un bas niveau, a commencé d'augmenter. Globalement, un fort recul de l'activité économique est attendu en 2009, suivi d'un lent redressement en 2010, avec la reprise du commerce mondial.

Malgré une dégradation marquée de la situation budgétaire, il faudrait laisser jouer à plein les stabilisateurs automatiques et, si nécessaire, une nouvelle action budgétaire discrétionnaire pourrait être envisagée pour soutenir la demande. Le gouvernement devrait continuer de centrer son effort sur les politiques actives du marché du travail afin de limiter la montée du chômage de longue durée. Pour assurer la viabilité des finances publiques, il faudrait poursuivre la réforme des retraites.

Pays-Bas : Demande, production et prix

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée ¹	250.3	0.0	2.1	1.6	-2.5	-0.2
Consommation publique ¹	121.7	9.0	3.0	2.1	2.0	1.0
Formation brute de capital fixe	97.0	7.5	4.9	5.3	-10.3	-3.1
Demande intérieure finale	469.0	3.9	2.9	2.6	-3.0	-0.4
Variation des stocks ²	0.6	-0.2	-0.2	0.5	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	469.6	3.7	2.7	3.1	-3.4	-0.4
Exportations de biens et services	357.5	7.3	6.5	2.6	-13.9	-0.5
Importations de biens et services	313.7	8.2	5.7	4.1	-13.5	-0.6
Exportations nettes ²	43.8	0.0	1.0	-0.7	-1.4	0.0
PIB aux prix du marché	513.4	3.4	3.5	2.1	-4.9	-0.4
Déflateur du PIB	–	1.7	1.5	2.7	1.3	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation harmonisé (indice)	–	1.7	1.6	2.2	1.4	0.9
Déflateur de la consommation privée	–	1.9	1.6	2.3	1.5	0.9
Taux de chômage	–	4.1	3.3	2.9	4.0	7.0
Taux d'épargne des ménages ³	–	5.2	7.4	7.3	8.8	9.4
Solde des administrations publiques ⁴	–	0.6	0.3	1.0	-4.4	-7.0
Balance des opérations courantes ⁴	–	9.4	7.6	7.5	6.1	5.9

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. La réforme de l'assurance-maladie en 2006 impliqua dans les comptes nationaux une réaffectation des dépenses de santé dans la consommation publique et non plus dans la consommation privée.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
3. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 85.